



LES SECTEURS D'ACTIVITÉ

INDUSTRIE

RALENTISSEMENT DE L'ACTIVITÉ ET BAISSÉ DE L'INVESTISSEMENT

L'ACTIVITÉ STAGNE OU RECOULE DANS TOUTES LES BRANCHES

Agroalimentaire : les PME de la branche prévoient un chiffre d'affaires en hausse de +1,2 % en moyenne en 2013, après une progression de +3,7 % en 2012. Les carnets de commandes se sont sensiblement dégarnis au cours des six derniers mois, avec un indicateur courant⁶ en recul de 7 points, à -15.

La demande semble cependant stable à court terme, l'indicateur prévisionnel des commandes pour les six prochains mois redevenant positif, à +2. Les anticipations d'évolution de l'activité en 2014 sont modérées, l'indicateur avancé ressortant à +16, au lieu de +27 en mai 2012.

Biens intermédiaires : le CA de 2013 est attendu en baisse de -2,2 % en moyenne, accentuant le recul de -1,0 % en 2012. Les carnets de commandes sont au plus bas depuis trois ans, avec un indicateur courant à -34. Ils devraient toutefois à peu près se maintenir à court terme, l'indicateur prévisionnel à six mois étant proche de l'équilibre, à -4. L'activité ne devrait guère se redresser l'an prochain, l'indicateur avancé de mai étant au plus bas depuis 2009, à +23.

Biens d'équipement : l'activité se replie depuis le début de l'année, le CA 2013 étant prévu en diminution de -1,2 % en moyenne. Les carnets de commandes sont peu épais, l'indicateur courant étant le plus négatif depuis fin 2010, à -21. La demande ne devrait pas trop s'amenuiser dans les mois à venir, l'indicateur prévisionnel des carnets d'ordres ressortant à -5. Cependant, aucun redressement de l'activité n'est escompté en 2014, l'indicateur avancé de l'activité étant à un plus bas historique, à +17.

Biens de consommation : l'activité est stable, le chiffre d'affaires prévisionnel pour 2013 s'établissant à +0,1 % en moyenne. Les carnets de commandes sont un peu moins dégarnis que fin 2012, l'indicateur courant remontant de 20 points, à -24. Mais la demande pourrait de nouveau ralentir, l'indicateur avancé des commandes perdant encore 2 points en six mois, à -11. En 2014, l'activité pourrait de nouveau stagner, l'indicateur prévisionnel pour l'année suivante étant proche de son minimum, à +25.

LES PMI TRÈS EXPORTATRICES⁷ CONSERVENT UNE FAIBLE CROISSANCE ET SONT ASSEZ OPTIMISTES POUR 2014

Les PMI réalisant plus du quart de leur activité à l'international prévoient une hausse de +2,1 % en moyenne de leur CA en 2013, alors que les « moyennement exportatrices » anticipent un recul de -1,3 % et les « non exportatrices » une baisse de -2,1 %. Les PMI « très exportatrices » s'attendent à un léger raffermissement de la demande au second semestre, avec un indicateur prévisionnel des carnets de commandes à +6, contrairement aux « moyennement exportatrices » (-3) et surtout aux « non exportatrices » (-8).

En conséquence, les entreprises les plus internationalisées sont assez optimistes pour l'évolution de leur activité en 2014, avec un indicateur avancé à +42, à l'inverse des « moyennement exportatrices » (+25) et des « non exportatrices » (+14).

INDICATEURS PRÉVISIONNELS DES PMI					
SOLDE DES POURCENTAGES D'OPINIONS « EN HAUSSE » MOINS « EN BAISSÉ »					
		CARNETS DE COMMANDES DES 6 PROCHAINS MOIS		ACTIVITÉ EN 2014	
(PART DES PMI CONCERNÉES)		TOTAL		TOTAL	
« FORTEMENT EXPORTATRICES »	(17 %)	+6		+42	
« MOYENNEMENT EXPORTATRICES »	(20 %)	-3	-4	+25	+21
« NON EXPORTATRICES »	(63 %)	-8		+14	
<hr/>					
« INNOVANTES »	(52 %)	0		+33	
« NON INNOVANTES »	(48 %)	-10	-4	+7	+21

Source : Bpifrance

L'ACTIVITÉ EST UN PEU MOINS DÉPRIMÉE CHEZ LES PMI QUI INNOVENT⁸

Les PMI « innovantes » anticipent une baisse de -0,7 % en moyenne de leur CA en 2013, à comparer à un recul de -1,9 % pour les « non innovantes ». Les carnets de commandes des premières sont attendus stables au second semestre (indicateur avancé nul), alors qu'ils devraient encore diminuer chez les secondes (-10). *In fine*, les PMI innovantes restent modérément optimistes quant à l'évolution de leur activité en 2014, avec un indicateur avancé à +33, contrairement aux non innovantes (+7, au plus bas depuis 2009).

6 - Indicateur courant des carnets de commandes : c'est la différence entre les pourcentages des opinions « bien garni » et « faible ».

7 - Cf. définition p.23

8 - Cf. définition p.23

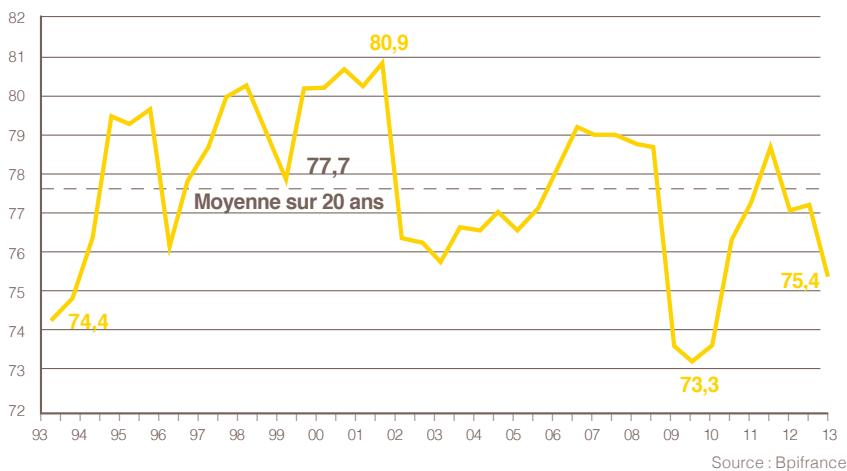
LES SECTEURS D'ACTIVITÉ

L'INVESTISSEMENT REULE SAUF CHEZ LES PMI DE TAILLE MOYENNE ET CHEZ CELLES QUI EXPORTENT

52 % seulement des PMI ont engagé ou prévu des investissements sur l'année en cours, contre 57 % en mai 2012. Par ailleurs, l'indicateur du volume d'investissement recule de 10 points sur douze mois et devient négatif à -10.

Ceci tient à la sensible baisse du taux d'utilisation des capacités disponibles. À 75,4 %, il a perdu 1,7 point en six mois et se situe très en dessous de la moyenne de long terme.

Taux moyen d'utilisation des capacités industrielles
En % des capacités totales disponibles



Selon l'indicateur prévisionnel d'investissement pour 2013, le volume d'investissement est en net ralentissement dans toutes les branches industrielles. Par ailleurs, la proportion d'entreprises prévoyant d'investir dans l'année est partout en forte baisse par rapport à 2012, sauf dans celle des biens intermédiaires où elle est stable.

PRÉVISIONS D'INVESTISSEMENT DES PMI POUR 2013		
	PROPORTION D'ENTREPRISES PRÉVOYANT D'INVESTIR (RAPPEL MAI 2012)	INDICATEUR DU VOLUME D'INVESTISSEMENT (RAPPEL MAI 2012)
AGROALIMENTAIRE	56 % (62 %) ↘	-9 (-3) ↘
BIENS INTERMÉDIAIRES	57 % (57 %) ↔	-9 (+2) ↘
BIENS D'ÉQUIPEMENT	45 % (54 %) ↘	-10 (0) ↘
BIENS DE CONSOMMATION	47 % (57 %) ↘	-13 (-2) ↘
ENSEMBLE INDUSTRIE	52 % (57 %) ↘	-10 (0) ↘

Source : Bpifrance

Lecture : En mai 2013, 52 % des PMI ont engagé ou prévu des investissements sur 2013, contre 57 % en mai 2012 pour cette année-là. En termes de volume d'investissement, 21 % pensent investir plus qu'en 2012 et 37 % moins, ce qui donne un indicateur prévisionnel en solde d'opinion très négatif, à -10, inférieur de 10 points à celui de mai 2012.

Les PMI de 50 à 249 salariés maintiennent le niveau de leurs investissements contrairement à celles de plus petite taille qui les réduisent sensiblement, avec un indicateur prévisionnel du volume d'investissement à respectivement +2 et -12.

Par ailleurs, le ralentissement des investissements est plus faible chez les PMI « fortement exportatrices » dont l'indicateur du volume d'investissement reste pratiquement à l'équilibre, à -1 après -2 fin 2012, alors que chez les « non exportatrices » il recule de 12 points en six mois, à -15. Le facteur innovation est moins discriminant : l'indicateur du volume d'investissement s'établit à -6 chez les PME « innovantes » (-8 points), à comparer à -15 pour les « non innovantes » (en baisse de 9 points).

LES EFFECTIFS DES PMI ONT CESSÉ D'AUGMENTER

Les PMI pérennes⁹ ont à peu près maintenu le niveau de leurs effectifs depuis fin 2012, l'indicateur courant d'emploi ressortant à -1. C'est 4 points au-dessus de la moyenne des PME mais très inférieur au niveau de mai 2012 (+8).

Les effectifs sont stables dans toutes les branches industrielles, sauf dans celle des biens de consommation où ils sont en baisse, avec un indicateur courant à -9. En termes de taille salariale, l'emploi diminue dans les entités de moins de 20 salariés (indicateur courant à -6), progresse chez celles de 20 à 99 salariés (+8) et recule chez celles de 100 à 249 salariés (-7).

Les effectifs se stabilisent chez les PMI innovantes (indicateur à +1, contre +8 fin 2012), tandis qu'ils continuent de se réduire chez les « non innovantes » (-4, versus -3). De la même façon, l'emploi a cessé de croître chez les entreprises exportatrices, avec un indicateur courant à +1 (après +7), alors qu'il a commencé à légèrement diminuer chez les « non exportatrices » (-2, au lieu de 0 fin 2012).

Pour 2014, les anticipations d'évolution des effectifs sont modérément positives, avec un indicateur avancé à +10, en recul de 6 points sur un an. Les intentions de création de nouveaux postes émanent quasi exclusivement des entreprises innovantes (indicateur avancé à +17) et des entreprises « fortement exportatrices » (+23) ou « moyennement exportatrices » (+9).

9 - Par construction, l'enquête ne tient pas compte des entreprises ayant disparu par liquidation, cessation simple ou absorption. *A contrario*, elle ne permet pas non plus de distinguer l'évolution due à des opérations de croissance externe, c'est-à-dire par absorption de tout ou partie d'autres entreprises le cas échéant.



LES SECTEURS D'ACTIVITÉ

CONSTRUCTION

ACTIVITÉ ET SITUATION FINANCIÈRE SE DÉGRADENT

L'ACTIVITÉ CONNAÎT UN SÉVÈRE REcul

Les PME du **bâtiment** prévoient une baisse moyenne de -3,7 % de leur activité cette année, après une hausse nominale du chiffre d'affaires limitée à +0,2 % en 2012. Au cours des six derniers mois, les carnets d'ordres se sont encore amincis, l'indicateur courant ayant perdu 6 points supplémentaires, à -26. Peu d'espoir non plus d'un redressement du plan de charge à court terme, l'indicateur prévisionnel demeurant très négatif, à -20. Dans ce contexte de forte contraction de la demande de travaux, les anticipations d'activité pour 2014 sont très pessimistes, avec un indicateur avancé à -17, un plus bas sectoriel.

L'activité est presque aussi déprimée dans les **travaux publics**, le CA de 2013 étant attendu en recul de -2,2 % en moyenne, faisant suite à une baisse de -1,0 % en 2012. Les carnets d'ordres sont à leur niveau le plus faible depuis fin 2010, avec un indicateur à -26, et la demande de chantiers est estimée toujours en déclin, l'indicateur prévisionnel pour les six prochains mois restant très négatif à -23. En conséquence, les anticipations d'activité en 2014 sont particulièrement maussades, l'indicateur avancé de mai battant un nouveau record à la baisse, à -26, contre -10 douze mois auparavant.

LES EFFECTIFS SONT EN NETTE DIMINUTION

13 % seulement des dirigeants du bâtiment disent avoir augmenté leurs effectifs par rapport à fin 2012, tandis que 24 % déclarent les avoir réduits. L'indicateur courant de l'emploi (hors intérim) se retrouve ainsi à son plus bas niveau depuis fin 2009, à -11. Étant donné les faibles perspectives d'activité, les PME du secteur envisagent de supprimer d'autres postes l'an prochain, avec un indicateur avancé de l'emploi à -10.

Les effectifs ont jusqu'à présent moins diminué dans les travaux publics, l'indicateur courant de l'emploi étant encore faiblement négatif, à -4 (contre +2 fin 2012). Cependant, l'indicateur avancé d'évolution de l'emploi en 2014 plonge à -12, un plus bas historique.

LA SITUATION FINANCIÈRE CONTINUE DE SE DÉTÉRIORER

Plus de la moitié (52 %) des PME du bâtiment disent avoir rencontré des difficultés de trésorerie au cours des six derniers mois. C'est un niveau sans précédent et la situation pourrait encore se tendre un peu plus à court terme, l'indicateur prévisionnel de la trésorerie demeurant exceptionnellement négatif à -21.

L'état des trésoreries semble moins dégradé dans les travaux publics, 40 % seulement des PME mentionnant des problèmes de caisse au cours du semestre écoulé, contre 49 % fin 2012. Toutefois, de fortes craintes demeurent pour l'avenir immédiat, 28 % prévoyant une dégradation de leur trésorerie d'ici fin 2013.

Dans le bâtiment, le jugement sur la rentabilité récente est sensiblement dégradé, l'indicateur courant étant au plus bas, à -21. En outre, l'atonie de la demande ne permet pas d'entrevoir le moindre redressement : l'indicateur prévisionnel de la rentabilité est au plus bas, à -22.

Le jugement sur les résultats du précédent exercice est meilleur dans les travaux publics, avec un indicateur de la rentabilité récente à -4, contre -11 pour l'ensemble des PME. Toutefois, avec une activité qui va en diminuant, les entreprises craignent une réelle baisse de leurs résultats pour l'exercice en cours, avec un indicateur prévisionnel à -35 (-25 en mai 2012).

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ

COMMERCE

TOUTES LES BRANCHES DU COMMERCE PÂTISSSENT DU RALENTISSEMENT DES AFFAIRES

COMMERCE DE GROS : L'ACTIVITÉ EST ATONE ET LA RENTABILITÉ FLÉCHIT

Après avoir stagné en 2012, l'activité demeure très plate : les entreprises tablent sur une croissance du chiffre d'affaires de +0,5% en moyenne en 2013, dans la lignée de l'exercice précédent (+0,6 %). Les carnets de commandes des PME de la branche sont au plus bas depuis 2009, l'indicateur ayant encore reculé de 7 points, à -31. La demande à venir est perçue en léger recul, l'indicateur prévisionnel des commandes restant négatif à -9. Les anticipations d'évolution de l'activité en 2014 sont donc extrêmement prudentes, avec un indicateur avancé à +14 contre +24 en mai 2012.

Les effectifs s'effritent, l'indicateur courant d'emploi étant négatif pour la première fois depuis fin 2009 à -2, en baisse de 14 points par rapport à novembre précédent. Les anticipations d'embauche en 2014 sont faiblement positives, l'indicateur avancé de l'emploi perdant 10 points en douze mois, à +9.

La situation de trésorerie se maintient par rapport au semestre précédent, avec 36 % de citations de difficultés rencontrées au cours des six derniers mois, toujours au plus haut depuis fin 2009. Les craintes de dégradation à court terme demeurent cependant importantes, l'indicateur prévisionnel restant très négatif, à -17 contre -20 fin 2012.

Les résultats de l'exercice 2012 sont jugés encore corrects, l'indicateur de la rentabilité récente à -2 étant le moins dégradé de tous les secteurs d'activité. Il est toutefois en recul de 13 points par rapport à mai 2012 et la rentabilité pour l'exercice en cours est attendue en sensible diminution, avec un indicateur prévisionnel à -15, contre -8 un an plus tôt.

COMMERCE DE DÉTAIL : TOUS LES INDICATEURS SONT À LA BAISSE

Conséquence de la progression continue du chômage et de l'érosion du pouvoir d'achat des ménages, les PME prévoient une diminution de -2,8 % en moyenne de leurs ventes cette année, après un recul de -1,2 % en 2012. Les anticipations pour 2014 sont très pessimistes, l'indicateur avancé de l'activité étant négatif en mai pour la première fois depuis quatre ans, à -8.

Les entreprises ont sensiblement réduit leurs effectifs depuis le début de l'année, avec un indicateur courant de l'emploi à -13, soit 6 points de moins qu'en novembre 2012. Les suppressions de postes devraient également l'emporter sur les créations l'an prochain, l'indicateur avancé de l'emploi ressortant à -3, au lieu de +13 en mai 2012.

Les tensions sur les trésoreries se sont accrues depuis fin 2012, mentionnées par 46 % des entreprises (+4 points). De plus, les dirigeants sont très inquiets pour les mois à venir, l'indicateur prévisionnel de la trésorerie étant au plus bas depuis mi-2009, à -30.

Les résultats de l'exercice 2012 sont estimés inférieurs à ceux de 2011, l'indicateur de la rentabilité récente perdant 8 points en douze mois, à -14. Dans un contexte d'accélération de la baisse de leur activité, les PME du commerce de détail s'attendent à un nouveau recul de leurs résultats en 2013, avec un indicateur prévisionnel de la rentabilité à -27, pratiquement aussi bas qu'au sortir de la récession de 2009 (-32).

COMMERCE ET RÉPARATION AUTOMOBILE : LES EFFECTIFS SONT AJUSTÉS AU RECU DE L'ACTIVITÉ

Les ventes sont toujours attendues en fort recul en 2013, de -3,4 % en moyenne, après deux années consécutives de baisse estimée à -3,8 % en 2012 et -1,0 % en 2011. Les carnets de commandes sont toujours jugés très dégarnis, avec un indicateur des commandes des six derniers mois à -43, moins fortement négatif toutefois qu'en novembre précédent (-58). La demande est prévue encore en repli à court terme, l'indicateur prévisionnel à six mois restant négatif à -19. Les perspectives d'évolution de l'activité en 2014 sont très prudentes, avec un indicateur avancé à +9, au lieu de +8 en mai 2012.

Les effectifs qui avaient été fortement réduits en 2012 sont toujours en diminution, l'indicateur courant de l'emploi ressortant à -10, après -15 en novembre. Les suppressions de postes devraient se poursuivre en 2014, l'indicateur avancé de mai étant au plus bas à -11, contre -4 un an auparavant.

Les difficultés de trésorerie sont un peu moins fréquentes depuis le début de l'année, citées par 40 % des PME de la branche, contre 48 % en novembre. En revanche, les dirigeants craignent une dégradation à court terme, l'indicateur de la trésorerie future restant négatif, à -20, dans la moyenne des PME.

Le jugement sur les résultats obtenus lors du précédent exercice est très négatif, avec un indicateur de la rentabilité récente au plus bas, à -30 contre -18 en mai 2012. Une nouvelle dégradation semble se profiler pour l'exercice en cours, l'indicateur prévisionnel ressortant à -24.

#

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ

TRANSPORTS

LES PME DU SECTEUR SONT À LA PEINE

L'ACTIVITÉ RÉGRESSE ET LES EFFECTIFS SONT RÉDUITS

Comme anticipé fin 2012, l'activité ralentit sensiblement. Le CA de 2013 est prévu en diminution de -2,8 % en moyenne, après avoir stagné en 2012 (-0,3 %). La demande est atone, au plus bas depuis fin 2009, avec un indicateur courant des carnets de commandes à -36. Les anticipations d'évolution dans les six prochains mois restent à la baisse, l'indicateur prévisionnel des commandes s'établissant à -16. *In fine*, l'activité pourrait de nouveau régresser en 2014, l'indicateur avancé de l'activité étant à -8.

Les effectifs sont en légère diminution pour le troisième semestre consécutif, l'indicateur courant de l'emploi étant à -3, après -2 en novembre. La tendance devrait se poursuivre en 2014, l'indicateur avancé de l'emploi pour l'année suivante étant au plus bas, à -5.

UNE SITUATION FINANCIÈRE QUI SE FRAGILISE

En mai 2013, les trésoreries sont aussi serrées que fin 2009, 44 % des PME disant avoir eu des difficultés au cours des six derniers mois. La situation pourrait se durcir encore un peu plus à court terme, l'indicateur prévisionnel de la trésorerie ressortant à -26, après -21 en novembre.

La rentabilité dégagée en 2012 est considérée comme médiocre, l'indicateur courant reculant de 4 points en un an à -21. Étant donné le vif ralentissement en cours de l'activité, les dirigeants s'attendent à un sensible recul de leurs résultats pour l'exercice 2013, avec un indicateur prévisionnel de la rentabilité à -23.

COMPRESSION DES INVESTISSEMENTS

Les investissements poursuivent leur recul entamé début 2012. L'indicateur prévisionnel d'investissement pour l'année en cours est très négatif, à -20, contre -17 en mai 2012 et +3 en mai 2011.

TOURISME

UN SECTEUR TOUCHÉ DE PLEIN FOUET

LE REcul DE L'ACTIVITÉ S'ACCENTUE

Les PME du secteur sont très affectées par la baisse des dépenses des ménages et des entreprises. Alors que le chiffre d'affaires a diminué de -2,0 % en moyenne l'an dernier, il est prévu en recul de -3,8 % en 2013. La demande apparaît au plus bas depuis mi-2009, l'indicateur des carnets de réservations, pour les entreprises concernées, reculant encore de 4 points, à -38. La tendance baissière devrait se prolonger à court terme, l'indicateur avancé des réservations ressortant à -12. Dans ce contexte très morose, les dirigeants pronostiquent une poursuite du ralentissement en 2014, avec un indicateur avancé de l'activité à -14, contre -3 en mai 2012.

LES SUPPRESSIONS DE POSTES S'ACCÉLÈRENT

Les effectifs ont été sensiblement réduits au cours des premiers mois de 2013, l'indicateur courant de l'emploi étant tombé à -20 en mai, à comparer à -6 en novembre. L'érosion pourrait se poursuivre en 2014, l'indicateur avancé de l'emploi étant au plus bas, à -13 (-6 en mai 2012).

LES TRÉSORERIES SONT DE PLUS EN PLUS FRAGILES

Les difficultés de trésorerie ont beaucoup augmenté depuis fin 2012, avec 57 % de citations contre 47 % en novembre. Il s'agit de la plus forte proportion jamais observée dans l'enquête. Les perspectives d'évolution dans les six prochains mois sont négatives, avec un indicateur prévisionnel à -17.

D'ailleurs, 37 % des dirigeants disent avoir rencontré des difficultés d'accès aux crédits d'exploitation, en hausse de 4 points sur novembre. C'est de loin la proportion la plus élevée de tous les secteurs d'activité.

Les résultats de 2012 sont jugés très insuffisants, l'indicateur de la rentabilité récente reculant de 24 points en un an, à -26. Les anticipations pour 2013 sont bien entendu négatives, l'indicateur avancé de la rentabilité s'affichant à -28.

FREINAGE DES INVESTISSEMENTS

Les PME du tourisme accentuent la réduction de leurs investissements, initiée il y a deux ans maintenant. L'indicateur courant du volume d'investissement a perdu 5 points par rapport à mai 2012, à -21.

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ

SERVICES

SEULES LES ENTREPRISES INNOVANTES CONSERVENT UN CERTAIN DYNAMISME

SERVICES AUX ENTREPRISES : LES PME QUI INNOVENT SEMBLENT PRÊTES À REBONDIR

Les PME des services aux entreprises¹⁰ prévoient une hausse de +0,8 % en moyenne de leur chiffre d'affaires en 2013, après une quasi-stabilité en 2012 (-0,3 %). Les entreprises « innovantes¹¹ » sont assez optimistes, tablant sur une légère accélération à +4,1 %, après +2,0 % en 2012. À l'opposé, les « non innovantes » s'attendent à un recul de -2,0 %, poursuivant la tendance de l'année précédente (-2,1 %). Un écart similaire apparaît dans les anticipations pour 2014, les entreprises « innovantes » donnant un indicateur avancé de l'activité à +36, contre -5 chez les « non innovantes ».

Au cours des premiers mois de l'année, les PME de la branche ont globalement maintenu leurs effectifs au niveau de fin 2012. Les « innovantes » les ont légèrement augmentés, avec un indicateur courant de l'emploi à +7, alors que les « non innovantes » les ont quelque peu réduits, leur indicateur ressortant à -7. Les premières pensent créer des postes supplémentaires en 2014 contrairement aux secondes, leur indicateur avancé de l'emploi s'établissant respectivement à +29 et 0.

38 % des entreprises disent avoir rencontré des difficultés de trésorerie au cours des six derniers mois, pourcentage en hausse de 2 points par rapport à novembre. La proportion a augmenté de 4 points chez les « non innovantes », à 39 %, tandis qu'elle a diminué de 1 point, à 37 % chez les « innovantes ». Les craintes de durcissement des trésoreries dans les mois à venir sont beaucoup plus fortes chez celles qui ne font pas d'innovation (indicateur prévisionnel à -22) que chez celles qui innovent (-6).

Bien qu'insuffisants, les résultats de l'exercice écoulé sont moins mal jugés par les entreprises « innovantes » (-5) que par les autres (-8). Pour l'exercice en cours, les PME « innovantes » tablent sur un maintien de la rentabilité au niveau actuel (indicateur avancé à +1), alors que les « non innovantes » craignent un recul significatif (-18).

10 - Principaux services aux entreprises : location sans opérateur, services informatiques, recherche et développement, services rendus principalement aux entreprises (activités juridiques, comptables et de conseil de gestion, activités d'architecture et d'ingénierie, publicité, activités de nettoyage...).

11 - 47 % des entreprises des services aux entreprises figurant dans l'échantillon sont classées « innovantes » et 53 % « non innovantes ». Cf. qualification des entreprises innovantes dans la méthodologie p.23.

12 - Principaux services aux particuliers : santé, enseignement, activités récréatives, artistiques et sportives et services personnels (coiffure, blanchisserie...).

SERVICES AUX PARTICULIERS¹² : L'ACTIVITÉ A COMMENCÉ À DIMINUER

Les entreprises de la branche ressentent vivement le recul de la consommation des ménages. Elles prévoient une diminution de leur chiffre d'affaires de -1,7 % en moyenne en 2013, après une hausse estimée à +0,8 % l'année précédente. En outre, les anticipations pour 2014 sont très mitigées, l'indicateur avancé de l'activité étant nul, au lieu de +12 en mai 2012 et +29 en mai 2011.

La baisse de l'activité étant encore récente, les effectifs ont pu être conservés au cours des premiers mois de l'année, avec un indicateur courant de l'emploi à +1, après +5 en novembre. Cette stabilité des effectifs pourrait se prolonger en 2014, l'indicateur avancé restant faiblement positif à +2, contre +6 un an plus tôt.

La situation de trésorerie est stable depuis un an et demi, la proportion d'entreprises mentionnant des problèmes de caisse se maintenant au voisinage de 41 %. Les craintes d'un alourdissement des trésoreries à court terme sont aussi pratiquement stables, l'indicateur prévisionnel ressortant à -20, soit 1 point de moins qu'en novembre précédent et 4 points de plus qu'en mai 2012.

Les résultats de l'exercice 2012 sont considérés comme médiocres et en diminution par rapport à l'exercice 2011, l'indicateur de la rentabilité récente perdant 3 points en un an, à -12, comme l'ensemble des PME. Conséquence du recul de l'activité depuis le début de l'année, les résultats de l'exercice 2013 sont attendus en repli, avec un indicateur prévisionnel assez négatif, à -14, à comparer à -16 tous secteurs confondus.